

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies	70 fr.	40 fr.
Etranger } Pays à demi-tarif 100 fr.	60 fr.	
Etranger } Pays à plein tarif 120 fr.	70 fr.	

Prix du numéro	Au comptant, à l'imprimerie : 3 fr.
	Par porteur ou par la poste.
	Togo, France et Colonies : 3 fr. 50
	Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	4 fr.
Minimum	20 fr.
La page	400 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum	20 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.
Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1944

- 23 février — Arrêté interministériel relatif à l'indemnité spéciale temporaire allouée aux bénéficiaires de pensions ou allocations concédées ou revisées par application du décret du 1^{er} novembre 1928 organique de la caisse intercoloniale de retraites 170
- 2 décembre — Décret portant majoration de l'indemnité spéciale temporaire allouée aux bénéficiaires de pensions de la caisse intercoloniale de retraites, et validant notamment l'acte dit « décret du 14 mars 1942 » relatif au même objet. (Arrêté de promulgation N° 139 Cab. du 13 mars 1945) 170

1945

- 23 janvier — Ordonnance N° 45-123 relative à la réassurance maritime et annulant notamment l'ordonnance du 17 janvier 1943 instituant un groupement pour la réassurance des risques maritimes. (Arrêté de promulgation N° 140 Cab. du 13 mars 1945) 170

ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

1945

- 24 février — N° 614 sp. — Arrêté général portant modification des articles 5 et 9 de l'arrêté N° 214 sp. du 22 janvier 1945 créant en A.O.F. et au Togo le service général d'hygiène mobile et de prophylaxie. 172

ACTES DU POUVOIR LOCAL

1945

- 13 mars — N° 137 AE/1 — Arrêté prescrivant la déclaration obligatoire des stocks de graines de coton de la récolte 1943-1944 détenus par le commerce au 15 mars 1945. 173
- 17 mars — N° 144 AE/3 — Arrêté portant fermeture de la campagne de maïs. 173
- 17 mars — N° 145 AE. — Arrêté relatif à la circulation de divers produits dans la subdivision de Palimé 173
- 20 mars — N° 151 AE/1 — Arrêté portant ouverture de la campagne du kapok et en fixant les prix. 173
- Personnel 174
- Divers 175

PARTIE NON OFFICIELLE

Avis et communications

- Domaines : { Avis d'adjudication aux enchères publiques. 183
Avis de demande d'immatriculation . . . 183

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Indemnité spéciale temporaire

N° 139 Cab. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo en date du :

13 mars 1945. — Est promulgué dans le territoire du Togo le décret du 2 décembre 1944 portant majoration de l'indemnité spéciale temporaire allouée aux bénéficiaires de pensions de la caisse intercoloniale de retraites, et validant notamment l'acte dit « décret du 14 mars 1942 » relatif au même objet.

DECRET du 2 décembre 1944.

LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des finances et du ministre des colonies;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la libération nationale, ensemble les ordonnances des 3 juin et 4 septembre 1944;

Vu l'ordonnance du 9 août 1944 portant rétablissement de la légalité républicaine sur le territoire continental;

Vu le décret du 1^{er} novembre 1928 organique de la caisse intercoloniale de retraites et les textes qui l'ont modifié;

Vu l'acte dit décret du 14 mars 1942, portant majoration de l'indemnité spéciale temporaire allouée aux bénéficiaires des pensions de la caisse intercoloniale de retraites;

Vu l'ordonnance du 23 septembre 1944, modifiant le taux de l'indemnité spéciale temporaire allouée aux retraités de l'Etat;

Vu le décret du 22 novembre 1944 relatif à l'exercice de la présidence du Gouvernement provisoire de la République française pendant l'absence du général de Gaulle;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est provisoirement validé l'acte de l'autorité de fait se disant gouvernement de l'Etat français dit décret du 14 mars 1942, portant majoration de l'indemnité spéciale temporaire allouée aux bénéficiaires de pensions sur la caisse intercoloniale de retraites, ensemble l'arrêté du 23 février 1944 ayant le même objet.

ART. 2. — A compter du 1^{er} septembre 1944, les taux fixés au barème A de l'arrêté validé du 23 février 1944 sont doublés.

Les taux fixés au barème B du même arrêté validé sont portés, pour chaque catégorie, respectivement à la moitié des nouveaux taux du barème A.

Toutefois, l'indemnité annuelle ne pourra excéder 300 p. 100 du montant principal des pensions ou allocations, sans cependant que la situation actuelle des intéressés s'en trouve diminuée.

ART. 3. — Le ministre des finances et le ministre des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 2 décembre 1944.

Jules JEANNENEY.

Par le Gouvernement Provisoire de la République Française :

Le ministre des finances,

R. PLEVEN.

Le ministre des colonies,

P. GIACOBBI.

ARRETE interministériel (Economie nationale et Finances et Marine et Colonies) du 23 février 1944.

LE MINISTRE, SECRÉTAIRE D'ÉTAT A L'ÉCONOMIE NATIONALE ET AUX FINANCES ET LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT A LA MARINE ET AUX COLONIES,

Vu le décret du 1^{er} novembre 1928, organique de la Caisse intercoloniale de retraites et les textes qui l'ont modifié;

Vu l'arrêté du 23 novembre 1943, majorant l'indemnité spéciale temporaire des pensionnés de l'Etat;

ARRETENT :

ARTICLE PREMIER. — A compter du 1^{er} juillet 1943, l'indemnité spéciale temporaire allouée aux bénéficiaires de pensions ou allocations concédées ou révisées par application du décret du 1^{er} novembre 1928 organique de la Caisse intercoloniale de retraites, est portée aux taux ci-après, sous la réserve toutefois qu'il n'ait été fait état, dans la fixation de ces pensions ou allocations que des traitements, soldes ou salaires en vigueur antérieurement à la date précitée :

BARÈME A		BARÈME B	
MONTANT DE LA PENSION ou de l'allocation	Mont. annuel de l'indemnité	MONTANT DE LA PENSION ou de l'allocation	Mont. annuel de l'indemnité
Inf. ou égal à 7.000 . . .	3.500 »	Inf. ou égal à 3.500 . . .	1.800 »
7.001 à 10.000 . . .	4.500 »	3.501 à 5.000 . . .	2.300 »
10.001 à 15.000 . . .	5.000 »	5.001 à 7.000 . . .	2.500 »
15.001 à 20.000 . . .	5.500 »	7.501 à 10.000 . . .	2.800 »
20.001 à 25.000 . . .	6.000 »	10.001 à 12.500 . . .	3.000 »
25.001 à 30.000 . . .	6.500 »	12.501 à 15.000 . . .	3.300 »
30.001 à 35.000 . . .	8.000 »	15.001 à 17.500 . . .	4.000 »
35.001 à 40.000 . . .	9.500 »	17.501 à 20.000 . . .	4.800 »
40.001 à 45.000 . . .	11.000 »	20.001 à 22.500 . . .	5.500 »
45.001 à 50.000 . . .	12.000 »	22.501 à 25.000 . . .	6.000 »
50.001 à 55.000 . . .	13.000 »	25.001 à 27.500 . . .	6.500 »
55.001 à 60.000 . . .	14.000 »	27.501 à 30.000 . . .	7.000 »
		et au delà	7.000 »

ART. 2. — Les sommes allouées aux titulaires de pensions ou allocations liquidées en totalité ou en partie, sur la base des traitements, soldes ou salaires en vigueur à compter du 1^{er} juillet 1943, ne pourront être inférieures à celles que les intéressés auraient obtenues s'ils n'avaient pas bénéficié, postérieurement à cette date, d'aucune augmentation de leur rémunération d'activité.

A cet effet, un complément leur sera servi, le cas échéant, sous forme d'indemnité spéciale temporaire différentielle.

Fait à Paris, le 23 février 1944.

Le Secrétaire d'Etat à la Marine et aux Colonies,

BLEHAUT.

Le Ministre, Secrétaire d'Etat à l'Economie nationale et aux Finances,

BRUNET.

Réassurance maritime

N° 140 Cab. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo en date du :

13 mars 1945. — Est promulguée dans le territoire du Togo l'ordonnance N° 45-123 du 23 janvier

1945 relative à la réassurance maritime et annulant notamment l'ordonnance du 17 janvier 1943 instituant un groupement pour la réassurance des risques maritimes.

EXPOSE DES MOTIFS

Depuis plusieurs années le département des finances s'est attaché à favoriser la création d'un véritable marché national des assurances maritimes, d'une part, en facilitant la création de sociétés nouvelles, et, d'autre part, en amenant les sociétés françaises d'assurances terrestres à s'intéresser à cette catégorie d'opérations. Cette politique, commencée sous l'occupation afin de limiter l'emprise ennemie sur le marché, doit maintenant se traduire par une légalisation d'un régime qui, mis en œuvre en 1941, est susceptible de permettre de faire face aux besoins présents des armateurs et des chargeurs.

Cette consécration légale permettra de rétablir l'unité entre les deux systèmes fonctionnant à l'heure actuelle, d'une part, dans la métropole, et, d'autre part, dans l'empire.

Les risques maritimes ordinaires seront désormais couverts exclusivement par les sociétés d'assurances opérant en France ou dans l'empire, et celles-ci pourront trouver dans un groupement de sociétés d'assurances terrestres, les facilités de réassurance qui leur sont indispensables. Le contrôle étroit de ce groupement par l'Etat permettra à la puissance publique de veiller à ce que l'intérêt général continue à être sauvegardé en toutes circonstances.

Les risques maritimes de guerre continueront également à être souscrits par les sociétés d'assurances maritimes françaises ou étrangères autorisées à exercer leur activité en France, mais celles-ci devront obligatoirement se réassurer à l'Etat, qui pratique déjà depuis plusieurs années de telles opérations.

LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des finances;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la libération nationale, ensemble les ordonnances des 3 juin et 4 septembre 1944;

Vu l'article 7 (1^{er} alinéa) de l'ordonnance du 9 août 1944 portant rétablissement de la légalité républicaine sur le territoire continental;

Le Comité juridique entendu;

ORDONNE :

TITRE PREMIER

Risques maritimes ordinaires

ARTICLE PREMIER. — Les sociétés d'assurance française, à l'exclusion de celles pratiquant les opérations visées aux paragraphes 1^o, 2^o, 3^o, 4^o, 5^o et 6^o de l'article 137 du décret du 30 décembre 1938, sont tenues de constituer un groupement de réassurances

maritimes. Toutefois, les sociétés ou caisses d'assurances mutuelles agricoles régies par la loi du 4 juillet 1900, les sociétés agréées exclusivement pour les opérations visées aux paragraphes 13^o et 14^o de l'article 137 du décret du 30 décembre 1938 et les sociétés d'assurance ayant souscrit moins de trois millions de francs de primes au cours du dernier exercice connu, ne sont pas tenues de participer à la constitution du groupement de réassurances maritimes mais peuvent y adhérer volontairement.

Ce groupement doté de la personnalité civile est chargé de conclure, pour le compte de l'ensemble de ses participants, des traités de réassurance maritime sur corps de navires et sur marchandises ou facultés, et de répartir entre ses participants le résultat de ces opérations.

ART. 2. — Les sociétés françaises et étrangères habilitées à pratiquer en France et dans les territoires d'outre-mer des opérations d'assurance maritime sur corps de navires et sur marchandises ou facultés, sont tenues de conclure avec le groupement des traités de réassurance pour ces opérations. Les montants maxima que ces sociétés sont autorisées à souscrire et à conserver sans réassurance, sont fixés, tant pour les corps de navires que pour les marchandises ou facultés, par le ministre des finances.

ART. 3. — Le groupement de réassurances maritimes est administré par un conseil d'administration composé de sept membres au moins et de douze au plus nommés par l'assemblée générale des participants au groupement pour une période de douze mois.

ART. 4. — Le conseil d'administration du groupement fixe les conditions des traités de réassurance et les tarifs et déductions auxquels les sociétés pratiquant des opérations d'assurance maritime doivent obligatoirement se conformer, sous les sanctions prévues par l'article 36 modifié du décret du 14 juin 1938.

Le conseil d'administration du groupement est assisté d'un comité technique de tarification des assurances corps et d'un comité technique de tarification des assurances facultés dont les membres sont désignés par l'assemblée générale des participants au groupement. Ces comités sont chargés de proposer au conseil d'administration du groupement l'application obligatoire de règles générales ou particulières touchant les conditions de souscription des polices d'assurance maritime sur corps ou sur facultés.

ART. 5. — Le groupement de réassurances maritimes est soumis au contrôle du ministre des finances.

Un commissaire du Gouvernement désigné par le ministre des finances assiste à toutes les réunions de l'assemblée générale et du conseil d'administration du groupement de réassurances maritimes ainsi qu'à toutes les séances des organismes consultatifs ou d'études créés par ce groupement, notamment les comités techniques de tarification. Le commissaire du Gouvernement auprès du groupement peut être suppléé par un commissaire adjoint, nommé par le ministre des finances.

Les décisions prises par l'un quelconque des organismes visés à l'alinéa précédent sont exécutoires dans un délai de cinq jours francs à dater de la décision, si le commissaire du Gouvernement ne signifie pas, soit qu'il s'oppose à cette décision, soit qu'il fixe pour se prononcer un délai supplémentaire qui ne peut être supérieur à quinze jours francs à dater de la décision. A l'expiration de ce délai, la décision devient exécutoire si le commissaire du Gouvernement ne s'y est pas opposé.

Le groupement de réassurances maritimes est soumis, en outre, au contrôle d'un commissaire contrôleur des assurances, délégué à cet effet auprès du groupement par le ministre des finances.

ART. 6. — Le règlement intérieur du groupement institué par l'article 1^{er} de la présente ordonnance fixe notamment les conditions d'administration, de direction et de gestion du groupement. Il est approuvé par le ministre des finances.

ART. 7. — Le groupement de réassurances maritimes commence ses opérations le 1^{er} janvier 1945 et prend à cette date la suite du groupement technique des sociétés intéressées à l'assurance transports maritimes et terrestres en France.

TITRE II

Risques maritimes de guerre

ART. 8. — Les sociétés françaises et étrangères habilitées à pratiquer en France et dans les territoires d'outre-mer des opérations d'assurance contre les risques maritimes de guerre des corps de navires et des marchandises ou facultés, sont tenues, à dater du 1^{er} janvier 1945, de conclure avec l'Etat (service des assurances de guerre) des traités de réassurances conformes au contrat type approuvé par le ministre des finances.

TITRE III

Dispositions diverses

ART. 9. — Sont abrogées toutes dispositions contraires et notamment l'ordonnance validée du 17 janvier 1943 créant à Alger un groupement pour la réassurance des risques maritimes et de transports.

Le groupement visé au précédent alinéa ne peut plus, à dater du 31 décembre 1944, 24 heures, recevoir aucune cession correspondant à des affaires nouvelles; les opérations antérieurement effectuées par ledit groupement devront être régularisées le 1^{er} avril 1945, date à laquelle le service des assurances de guerre du ministère des finances se substituera audit groupement pour la poursuite de ses opérations de liquidation.

ART. 10. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* et exécutée comme loi.

Fait à Paris, le 23 janvier 1945.

DE GAULLE.

Par le Gouvernement Provisoire de la République Française :

Le Ministre des Finances,

R. PLEVEN

Le Ministre des Colonies,
P. GIACOBBI

ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

Service d'hygiène mobile et de prophylaxie

ARRETE N° 614 SP. du 24 février 1945.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMPAGNON DE LA LIBÉRATION, CROIX DE GUERRE,

Vu le décret du 18 octobre 1904, réorganisant le Gouvernement général de l'A.O.F.;

Vu le règlement du 2 août 1912 sur le fonctionnement des services sanitaires et médicaux aux colonies;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies et les textes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté général 364.F.I. du 9 février 1943 relatif à l'approbation des marchés passés pour le compte du budget général;

Vu l'arrêté général 2286/ssm. du 21 juin 1943 portant création d'une Direction générale de la santé publique en A.O.F.;

Vu le décret du 15 juin 1944 relatif à la création d'un service général d'hygiène mobile et de prophylaxie en A.O.F., en A.E.F. et au Cameroun;

Sous réserve de l'approbation du Ministre des colonies;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Les articles 5 et 9 de l'arrêté n° 214/SP. du 22 janvier 1945 sont abrogés et remplacés par les suivants :

« Article 5 (nouveau) — Les crédits nécessaires au fonctionnement de ce service seront inscrits :

en A.O.F. : au budget général et au budget spécial des grands travaux;

au Togo : au budget local de ce territoire.

Ils sont mis à la disposition du Directeur de ce service.

Article 9. (nouveau) — Le Directeur du service gère les crédits mis à sa disposition pour le fonctionnement de ce service. Il est ordonnateur secondaire du budget général et du budget spécial des grands travaux pour la partie de ces budgets concernant le service en Côte d'Ivoire. Pour les autres colonies ou territoires (sauf le Togo où les crédits sont inscrits au budget local) les crédits sont délégués aux gouverneurs, ordonnateurs secondaires du budget général de l'A.O.F. et du budget des grands travaux, sur proposition du Directeur du service.

Il est chargé :

— de l'élaboration et de la présentation des prévisions budgétaires;

— de l'engagement des dépenses;

— de la liquidation.

Il signe ou soumet les marchés suivant la réglementation en vigueur.

Il est ordonnateur pour les matières appartenant à son service et assure l'application des règles de la comptabilité des matières dans les conditions fixées par l'instruction du 24 décembre 1927 ».

Dakar, le 24 février 1945.

Pour le Gouverneur général en tournée,

Le Gouverneur des Colonies,

Secrétaire général du Gouvernement général,
chargé de l'expédition des affaires courantes,
Y. DIGO.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Coton

ARRETE N° 137 AE./1 du 13 mars 1945.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CROIX DE GUERRE,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu la loi du 14 mars 1942 et tous textes subséquents la modifiant ou la complétant;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est rendue obligatoire la déclaration des stocks de graines de coton de la récolte 1943-1944 détenus par les commerçants au 15 mars 1945.

Les déclarations devront être adressées dans les 24 heures :

1^o — à Lomé au Bureau économique.

2^o — En brousse aux chefs de circonscription qui les feront parvenir au Bureau économique accompagnées des procès-verbaux de vérification.

ART. 2. — Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront passibles des sanctions de la loi du 14 mars.

ART. 3. — Vu l'urgence, le présent arrêté est rendu applicable immédiatement par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des P.T.T. et tous autres lieux publics.

Lomé, le 13 mars 1945.

J. NOUTARY.

Maïs

ARRETE N° 144 AE./3 du 17 mars 1945.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CROIX DE GUERRE,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924;

Vu la loi du 14 mars 1942 sur la réglementation des prix et tous textes ultérieurs la modifiant ou la complétant;

Vu l'arrêté 445 AE. du 30 août 1944 fixant les prix d'achat aux producteurs du maïs;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La campagne 1944-1945 d'achat du maïs pour l'exportation est close pour compter de la date de publication du présent arrêté.

ART. 2. — Restent seules autorisées les transactions portant sur le maïs destiné à la consommation locale.

ART. 3. — Sont abrogés les prix aux producteurs fixés par l'arrêté 445 AE. susvisé.

ART. 4. — Le prix de vente au détail du maïs à Lomé reste fixé à 2 francs le kilogramme et le prix de vente en gros à 1 franc 80.

ART. 5. — Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera passible des sanctions de la loi du 14 mars 1942.

ART. 6. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera rendu immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des circonscriptions administratives et des P.T.T.

Lomé, le 17 mars 1945.

J. NOUTARY.

Produits du cru

ARRETE N° 145 AE du 17 mars 1945.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CROIX DE GUERRE,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu la loi du 14 mars 1942 et tous textes s'y rapportant;

Vu l'arrêté 548 AE. du 28 octobre 1944;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'arrêté 548 AE. du 28 octobre 1944 est abrogé.

ART. 2. — La liberté de la circulation des produits du cru entre la subdivision de Palimé et le reste du territoire du Togo est rétablie à l'exception du palmiste et de l'huile de palme, dont la sortie demeure soumise à autorisation préalable du chef de subdivision.

ART. 3. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera rendu immédiatement applicable par voie d'affichage en tous lieux publics.

Lomé, le 17 mars 1945.

J. NOUTARY.

Kapok

ARRETE N° 151 AE/1 du 20 mars 1945.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CROIX DE GUERRE,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le télégramme 351 SEP. du 24 octobre 1944 du Gouverneur général;

Vu la loi du 14 mars 1942 sur la réglementation des prix et tous textes ultérieurs la modifiant ou la complétant;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur la promulgation et la publication des textes réglementaires;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est ouverte pour compter du 1er avril 1945 la campagne du kapok pour la récolte 1944-1945.

ART. 2. — Les prix d'achat minima du kapok sont fixés ainsi qu'il suit dans le cercle de Sokodé :

	Blanc	Gris
Sokodé	2.642	2.147
Bassari	2.132	1.637
Lama-Kara	2.030	1.535

Les prix dans les autres centres seront fixés par les chefs de circonscription compte tenu des seuls frais de transports routiers à raison de 8f,50 la tonne kilométrique.

Au cas où les S.I.P. effectueraient le groupement, elles bénéficieraient :

1° — des 175 francs prévus au barème pour la commission aux acheteurs et la manutention en brousse.

2° — des 200 francs pour l'amortissement de la sacherie si elles font l'avance des sacs.

ART. 3. — Pour le kapok du cercle de Mango, des dispositions spéciales seront prises.

ART. 4. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera rendu immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions, des P.T.T. et tous lieux publics.

Lomé, le 20 mars 1945.

J. NOUTARY.

ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL**ACTES DU POUVOIR LOCAL****PERSONNEL EUROPEEN****Nomination**

Par décision n° 145 p. du :

19 mars 1945. — M. Robichon Georges, instituteur hors classe du cadre commun supérieur de l'A.O.F., est nommé, cumulativement avec ses fonctions actuelles, chef du service de l'Enseignement p.i., en remplacement de M. Champion Albert, inspecteur principal des écoles, en instance de départ en permission de détente.

M. Robichon assurera également l'intérim des fonctions de chef du service de l'Education générale et des sports.

En cette qualité et conformément aux dispositions de l'arrêté général n° 2547 du 19 juillet 1941, il sera de droit président du Comité local de l'Education générale et des sports du Togo.

Agents auxiliaires**Nomination**

Par décision n° 122 p. du :

14 mars 1945. — Mlle. Constant Gabrielle, en religion Sœur Marc, infirmière diplômée d'Etat, est engagée en qualité d'infirmière à titre précaire et

essentiellement révocable et mise à la disposition du directeur local de la santé publique au Togo pour diriger le dispensaire privé de Tomégbé (subdivision d'Atakpamé).

Elle aura droit en cette qualité à un salaire mensuel global de Mille Cinq Cents Francs (1.500 frs.) à l'exclusion de tous accessoires ou indemnités.

La présente décision aura effet pour compter du 1er mars 1945.

PERSONNEL INDIGENE**Agents auxiliaires****Augmentations de salaires**

Par décision n° 119 p. du :

13 mars 1945. — Les salaires des agents ci-après désignés, en service à Lomé, sont fixés ainsi qu'il suit pour compter du 1er novembre 1944 :

M.M. Sanvee Robert, secrétaire au Greffe	4.000 frs
Hazoumé Léon, comptable au Trésor	4.000 —
Mensali Joseph, commis expéditionnaire auxiliaire aux Domaines	4.000 —
Nobimé Célestin, comptable au bureau des affaires économiques	2.500 —
Brucé Emmanuel, traducteur d'allemand aux Domaines	2.000 —

Ces agents continueront à bénéficier des divers avantages définis par le règlement intérieur du 24 février 1944 concernant le personnel auxiliaire des cercles, bureaux et services du territoire du Togo.

Affectation

Par décision n° 126 p. du :

16 mars 1945. — L'aide-dactylographe auxiliaire, échelle 1 échelon 8, Ecoueh Benoit, en service au cabinet du Commissaire de la République, est mis à la disposition du directeur du réseau des chemins de fer pour compter du 16 mars 1945.

Primes de fin d'engagement

Par décision n° 141 CFT. du :

13 mars 1945. — Les primes d'engagement ci-après, décomptées suivant les dispositions de C/ de l'article 1er de l'arrêté général n° 3559 du 7 octobre 1943, sont attribuées aux agents suivants :

Kouwonou Sého, ex-chef d'équipe	1.827 frs
Aziambé Agbli, ex-conducteur de grue	1.948 —
Dovi Attiogbé, ex-chef canotier	1.422 —
Adikadonou Logo, ex-chauffeur	1.809 —

La dépense correspondante est imputable au chapitre 1 bis du budget annexe des chemins de fer du Togo.

Gardes-frontières**Nomination**

Par arrêté n° 148 p. du :

19 mars 1945. — Le nommé Klomégan Kouassi Lucas, ancien combattant des F.F.L., est agréé dans

le cadre local des douanes du Togo, en qualité de garde-frontière stagiaire.

Il est mis à la disposition du chef du service des douanes.

Forces de Police

Par arrêté n° 150 BM. du :

20 mars 1945. — Sont engagés pour 1 an à compter du 1^{er} avril 1945 :

Comme milicien de 1^{re} classe :

d'Almeida Antoine, 1^{re} classe stagiaire, Mle M/1059, de la Cie. des Forces de police.

Comme milicien de 2^e classe :

Kodjovi Robert, stagiaire, catégorie A. Mle M/1128, de la Cie des Forces de police.

Le stagiaire catégorie B. Nouadé Tété Mathias, Mle M/1058, de la compagnie des Forces de police, est licencié pour fin de service et rayé des contrôles actifs des Forces de police du territoire pour compter du 5 avril 1945.

La gratuité du transport lui est accordée pour rejoindre ses foyers avec sa famille.

DIVERS

Allocations

Par arrêté N° 147 F. du :

18 mars 1945. — Le taux des allocations servies à certains chefs de famille et anciens agents indigènes de l'administration est fixé ainsi qu'il suit pour l'année 1945 :

CERCLE DE LOMÉ

	frs.
Klou Chanchan, chef de famille d'Amoutivé	2.000
William Mensah, ex-agent administration.	4.800
William P. Agbodjan, ex-agent administ.	1.500
Emmanuel Ajavon, ex-agent administration	1.500
Félicio de Souza, ex-agent administration.	1.500
Jacob Gaba, ex-agent administration	1.500
Aboki Frantz, ex-agent administration	2.400
Ali Tidjani, ex-agent administration	1.200
Karamoko, ex-agent administration	1.500
Idrissou, ex-agent administration	600
William Kodjovi, ex-agent administration.	600
Gnamadon Mathieu, ex-agent administration.	600

CERCLE D'ANÉCHO

Kponton Antoine, Chef de famille	15.000
Ajavon Sébastien, Chef de famille	5.000
Silveira Quénassou, ancien agent	1.800

CERCLE DE SOKODÉ

Diagara, ancien agent	1.800
-----------------------	-------

CERCLE DU CENTRE

Glo Assigbevi	1.500
---------------	-------

Ces allocations sont personnelles et annuelles. Elles sont payables par trimestre et à terme échu.

La dépense correspondante est imputable au chapitre I — article 3 (allocations temporaires) — paragraphe I du budget local du Togo — exercice 1945.

Le présent arrêté aura son effet pour compter du 1^{er} janvier 1945.

Par décision N° 140 F. du :

18 mars 1945. — Il est alloué aux chefs indigènes du cercle de Mango et de la subdivision de Dapango, ci-dessous désignés, pour services rendus pendant l'année 1944, les allocations suivantes :

a) SUBDIVISION DE MANGO

	frs.
Soungouma, chef de canton de Nagbéni	1.500
Tigna, chef de canton de Koumogou	1.200
Abdou, chef de canton de Barkoissi	1.200
Lambema, chef de canton de Gando	1.000
Bapiri, chef de canton de Takpamba	1.000
N'Barma, chef de canton de Mogou	1.000
Alika, chef de canton d'Ataloté	750
Alfa, chef de canton de Tamberma-Est	750
N'Da, chef de canton de Tamberma-Ouest	750
Gnjindé, chef de canton de Pessidé	750
Bélélima, chef de canton de Kountoiré	750

b) SUBDIVISION DE DAPANGO

Odanou, chef de canton de Korbogou	1.500
Kombate, chef de canton de Dapango	1.500
Sambiani, chef de canton de Bambouaka	1.500
Lamboni, chef de canton de Nangoga	1.000
Mouma, chef de canton de Timbou	1.500
Dangande, chef de canton de Kantindi	1.000
Banoak, chef de canton de Gobou	550
Tiem, chef de canton de Nakitendi-Ouest	750
Yentere, chef de canton de Tami	750
Maridja, chef de canton de Biankouri	750

La dépense est imputable au chapitre IV (services d'administration générale) — Article 5 (Circonscriptions administratives — Personnel indigène) — paragraphe 3 (traitements des Chefs supérieurs, chefs et sous-chefs de canton et allocations en faveur des chefs indigènes pour services rendus) — budget local du Togo — exercice 1945.

Par décision N° 141 F. du :

18 mars 1945. — Il est alloué aux chefs indigènes du Cercle du Centre ci-dessous désignés, pour services rendus pendant l'année 1944, les allocations suivantes :

SUBDIVISION D'ATAKPAMÉ

	frs.
Anonéné, chef de canton de l'Akébou	2.000
Afoce, chef de canton de Kpessi	1.000
Djinssa Conto, chef de canton Adélé	1.000
Egblomasse Hermann, chef village de Badou	1.000
Kedji, chef du village de Tohou	500
Kanli, chef du village Alakovo	500
Lodonou, chef du village Blitta-Cotocooli	500
Papani Gabriel, chef du village de Chra	500
Ezin Marcel, chef du village d'Aveté	500
Kodo, chef du village Blitta-Cabrai	500
Hounkpati Jean, chef du village d'Avedjé	500
Akovi, chef du village Atchinedji	500
Adatagni, chef du village Ibbokoudja	500

frs

Koffi Djagbadji, chef du village Ekéto . . .	500
Guedo, chef du village de Tchakpali . . .	500
Toro, chef du village Cabrais de Patatoukou . . .	500
Toffon Dakpo, chef du village Agbonou-fon . . .	500
Akakpo, chef du village de Kamina . . .	500
Odah, chef du village de Moreta . . .	500
Ahoussou, chef du village Agbandi . . .	500
Assike, chef du village Agodjololo . . .	500
Sodji, chef du village Ountivou . . .	500
Soussoukpo, chef du village de Tado . . .	800
SUBDIVISION DE PALIMÉ	
Fia Koffi Henri, chef de la ville de Palimé . . .	500
Tsally, chef de Yoh et du canton de l'Agomé . . .	200
Hubert Koueviakoé, chef du village d'A-moussou . . .	300
Kouami, chef intérimaire du village d'A-kplolo . . .	300
Agbokou Emile, chef du village de Kébou-Etoé . . .	200
Alensou, chef du village d'Agou-Apégamé . . .	400
Agboyo, chef du village d'Agou-Tafié Tome-gbé . . .	200
Djakpata, chef du village d'Agou-Tafié Aku-mahou . . .	150
Adetowo, chef intérimaire d'Assahoun Fia-gbé . . .	200
Zozo, chef du village de Zozocondji . . .	200
William Ablade, chef du village de Hagni-gba-Dougan . . .	200
Adjeoda, chef du canton de Yokélé . . .	200
Alex Kouéviakoé, chef des étrangers Agou-gare . . .	300
Abdoulaye, chef du zongo de Palimé . . .	200
Abdoulaye Mama, chef du zongo de Palimé . . .	200
Atanyomi III, chef du village de Hagni-gban Todji . . .	100
Kouami, chef du village de Kpimé-Seva . . .	100
Ankou, chef du canton de Kpadapé . . .	300
Adassou V, chef du canton d'Akata-Agamé . . .	200
Edwin Yawo, chef d'Akata Adamé . . .	100
Simon Mensah, chef d'Akata-Akpokli . . .	100
Tsally Amenouvo, chef d'Akata-Dagali . . .	100
Boaka Afidemagnon, chef de Kpelé-Bémé . . .	100
Adjini, chef d'Adéta . . .	100
Tsogbedje Laté, chef de Kpelé-Konda . . .	100
Agboyibo Akumani, chef de Kpelé-Govié . . .	100
Amegan Edike, chef de Kpelé-Dougba . . .	100
Agbokou Nyamedji, chef de Kpelé-Goudevé . . .	100
Golo, chef de Kpelé-Kponvié . . .	100
Awoume, chef de Kpelé-Hlonvié . . .	100
Wonani Komlan, chef de Kpelé-Kayes . . .	100
Pierre Amegan, chef de Kpelé-Djanipé . . .	300
Oamede Antoine, chef intérimaire de Kpelé-Tsavié . . .	100
Koumi Akoko, chef de Kpelé-Zogbépimé . . .	100
Kuami Gane, chef de Kpelé-Avého . . .	100
Jean Doh, chef de Kpelé-Agavé . . .	300
Nyo, chef de Kpelé-Agoté . . .	100
Atsoutse, chef de Kpelé-Agbano . . .	200
Daayo Djadou, chef de Kpelé-Elé . . .	200
Dake Mote Yaka, chef de Daye-Djedramé . . .	100
Egle Kouma, chef d'Ikpa-Djigbé . . .	200

Avoh Kouma, chef d'Ikpa-Anyigbé . . .	100
Atado, chef de Daye-Dzogbegan . . .	100
Kodade, chef de Daye-Kpeto . . .	150
Nathaniel Amela, chef de Daye-Dalavé-To-domé . . .	200
Atawuia, chef de Wetrocopé . . .	100
Apadou, chef de Tinicopé . . .	100
Dogbetse, chef de Denou . . .	100
Daniel Kossi Mawugbe, chef d'Elavagnon . . .	200

La dépense est imputable au chapitre IV (services d'administration générale) — article 5 (circonscriptions administratives — personnel indigène) — paragraphe 3 (traitements des chefs supérieurs, chefs et sous-chefs de canton et allocations en faveur des chefs indigènes pour services rendus) — budget local du Togo — exercice 1945.

Par décision N° 142 F. du :

18 mars 1945. — Il est alloué aux chefs indigènes du Cercle de Sokodé, ci-dessous désignés, pour services rendus pendant l'année 1944, les allocations suivantes :

SUBDIVISION DE SOKODÉ

francs

Bangana, chef du canton de Bafilo . . .	1.500
Midou, chef du village d'Agoudadé . . .	1.000
Agbeleou, chef du canton de Kounondé . . .	1.000
Akpo, chef du village d'Alédjo . . .	500
Boukary, chef du village de Kolina . . .	500
Ouro Koura, chef du village de Tabalo . . .	500
Tagba, chef du canton d'Agoulou . . .	1.000
Meitchi, chef du village de Paza . . .	500
Moussa, Imam de Sokodé . . .	1.000
Abdoulaye Aye, chef de Dédauré . . .	500
Issa, chef de Katambara . . .	500
Kerim, sous-chef de Paratao . . .	500
Djibiril, chef du canton de Cambolé . . .	1.000
Ali, chef d'Alibi . . .	500
Boukary, chef de Badakpamé . . .	500
Ouato, chef de Ouatoua . . .	500
Sabi, chef de Balamka . . .	500
Alaoua, chef de Niangoulam . . .	500

SUBDIVISION DE BASSARI

Nandjerima, notable du canton de Kidjaboun . . .	2.000
Tindjo, chef du village Konkomba de Nam-poach — canton de Guérin-Kouka . . .	1.000
Dje, chef du village Konkomba de Napimbo-canton de Guérin-Kouka . . .	500
Biler, chef du village de Bangbalé (Guérin Kouka) . . .	500
Korotom, chef de village de Naoualo . . .	500
Dietcha, chef de village de Namon . . .	500
Meatchi, chef du village de Santé Haut . . .	400
Samary, chef de canton de Bangéli . . .	1.000
Bempo, chef du village de Biagpabé (Bangéli) . . .	500
Kinaoui, chef du canton de Bitjabé . . .	800
Yerima, chef du canton de Dako . . .	600

SUBDIVISION DE LAMA-KARA

Maman, chef du canton de Soumdina . . .	1.500
Tchendo, chef du canton de Tchitchao . . .	500
Pré, chef du canton de Lama-Tessi . . .	1.000

Kpakpabia, chef du groupement S.E. Kara	300
Akara, chef du canton de Kétau	1.000
Azoumaro, chef du canton de Lassa	1.000
Atakora, chef du canton de Kodjene-Bas	500
Barcola, chef du groupement S.W. Kara	500
Bataka, chef du canton de Sara-Kawa	300
Koubatine, chef du canton d'Alloum	300
Lada, chef du canton de Defalé	500
Koumai, chef du canton de Boufalé	300
Kabretchouko, chef du village de Baga (Niamtougou)	300
Nimon, chef du village-Kolidé (Lama-Kara)	300
Assouma, chef Zongo (Lama-Kara)	300
Aouissi, chef du village Tchadé (Lama-Tessi)	300
Bamasse, chef du village de Farendé (Lama-Tessi)	500
Kezie, chef du canton de Kodjéné-Haut	300
Kola, chef du village Péida (Lama-Kara)	300

La dépense est imputable au chapitre IV (Services d'Administration Générale) — article 5 (Circonscriptions administratives — Personnel indigène) — paragraphe 3 (Traitements des chefs supérieurs, chefs et sous-chefs de canton et allocations en faveur des chefs indigènes pour services rendus) — Budget local du Togo — exercice 1945.

Par décision N° 143 F. du :

18 mars 1945. — Il est alloué aux chefs indigènes du cercle d'Anécho, ci-dessous désignés, pour services rendus pendant l'année 1944, les allocations suivantes :

	francs
Djossou, chef de Togoville	3.800
Toyo, chef Agomé-Glozou	2.000
Ayassou, chef Kouvé	1.500
Combété, chef Sigbéhoué	1.000
Sossou Akakpo, chef Adamé	1.000
Sossou Foli, chef Agbanakin	1.000

La dépense est imputable au chapitre IV (Services d'Administration générale) — article 5 (Circonscriptions administratives — Personnel indigène) — paragraphe 3 (Traitements des chefs supérieurs, chefs et sous-chefs de canton et allocations en faveur des chefs indigènes pour services rendus) — budget local du Togo — exercice 1945.

Par décision n° 144 F. du :

18 mars 1945. — Il est alloué aux chefs indigènes du cercle de Lomé, ci-dessous désignés, pour services rendus pendant l'année 1944, les allocations suivantes :

CERCLE DE LOMÉ :

	frs.
Aklassou Joseph, chef du canton de Bè	6.000
Sémékonon Agblevon, chef du canton d'Aflao	6.000
Sédjro Tété, chef du canton d'Agouévé	2.000
Adado Sani, chef du canton de Baguida	1.000
Joseph Adjallé, chef du canton d'Amoutivé	1.000
Katé, chef-adjoint du canton d'Agouévé	1.500
William Hounkpéto, chef du village de Sanguéra	500
Jérôme Agbaglo, chef du quartier de Bè	500

Subdivision de Tsévié :

Dorkenoo Michel, chef du canton d'Aképé-Noépé	6.000
Thomas Fiatty Aménouvor, chef du canton d'Awé	6.000
Azi Egbévado, chef du canton de Gapé	6.000
Kpelly Bernard, chef du canton de Mission-Tové-Akoviépé	6.000
Maglo Kokou Dogbla, chef du canton de Davié-Assomé	5.000
Passah Seth, chef du canton de Tsévié	3.000
Akakpo Noudoda, chef du canton de Gamé	2.500
Nopégnon Somali, chef du quartier Assiama (Tsévié)	2.000
Maglo Richard, chef du canton d'Agbatopé	2.000
Guidiga Etsé, chef-adjoint de canton de Dalavé	2.000
Sessoafia Aklassou, chef-adjoint de canton de Bogamé	2.000
Kodjo Awlimé, chef du village d'Assahoun	2.000
Seth Sadji, chef du village de Fli	1.500
Koukakpo Akpaka, chef d'Assomé	1.500
Agbozo, chef du canton de Bolou	1.000
Smith Kouglblénou, chef du village de Gblainvié	1.000
Zagla, chef-adjoint au chef du canton d'Aképé-Noépé	1.000
Stéphan Agnan, chef du village d'Adangbé	1.000
Akpalo, chef du village Gati	1.000
Agbessi Pierre, chef du village de Kodjo	500
Tengué Gaffan, chef du village de Yobomé	500
Zanvon, chef du village d'Akoviépé	500
Francis Edo Toffa, chef du village d'Abobo	500
Vendelinus Aziagblé, chef du village de Lébé	500
Gbogla Hégnon, chef du village de Djagblé	500
Apaloo Hubert, chef du village de Batoumé	500
Akpahé, chef du village de Kpedji	500
Aholou Akpatigbé, chef du village de Déko (Gapé)	500
Kowou Nicolas, chef du canton de Havé	500
Negblé Koto, chef du village de Badja	500
Tchokli Djata, chef du village de Wouvé (Awé)	500
Tobolo Guéouya, chef-adjoint de canton de Gamé	500
Agboli Paul, chef du village d'Ezo	500
Ataglo, chef du canton de Dalavé	500
Tèvi Toyi, chef du village d'Adangbé	300
Aklassou, chef du canton de Bogamé	300
Avougla, chef du canton de Gblainvié	300
Aziagué, chef du village de Kodjo	300
Agbégizian, chef-adjoint de canton d'Aképé-Noépé	1.000

La dépense est imputable au chapitre 4 (Services d'Administration générale) — article 5. (circonscriptions administratives) — (personnel indigène) paragraphe 3 (Traitements des chefs supérieurs, chefs et sous-chefs de canton et allocations en faveur des chefs indigènes pour services rendus) — budget local du Togo — Exercice 1945.

Commandement indigène

Par arrêté n° 138 APA. du :

13 mars 1945. — Sont nommés chefs des villages indépendants de la subdivision de Tsévié, érigés par l'arrêté n° 117/APA. du 2 mars 1945, les chefs dont les noms suivent :

1^o — Seth Sadj, chef du village indépendant d'Ewli;

2^o — Pierre Agbessi, chef du village indépendant de Kodjo;

3^o — Nicolas Kowou, chef du village indépendant de Havé;

4^o — Paul Agboli, chef du village indépendant d'Ezoh;

5^o — Tengué Gafa, chef du village indépendant de Yokomé;

6^o — Akpaloo Agba, chef du village indépendant de Gati;

7^o — Stéphan Agnan, chef du village indépendant d'Adangbé;

8^o — Edo Tofa, chef du village indépendant d'Abo-bo;

9^o — Apéti, chef du village indépendant de Dékpo;

10^o — Wendelinus Aziablé, chef du village indépendant de Lèbè;

11^o — Gbogla, chef du village indépendant de Dja-gblé.

Le présent arrêté prendra effet pour compter du 1^{er} janvier 1945.

Par arrêté n° 152 APA. du :

20 mars 1945. — L'honorariat de la fonction est accordé au nommé Aklassou, ex-chef du canton de Bogamé, remplacé à la tête de ce canton par le nommé Aklassou Sessoufia par arrêté n° 135 APA. du 9 mars 1945.

A titre exceptionnel, il aura droit, en cette qualité, à une allocation mensuelle de 200 francs.

La dépense est imputable au chapitre IV (Services d'Administration Générale) article 5 (circonscriptions administratives — personnel indigène) paragraphe 3 (traitements des chefs supérieurs, chefs et sous-chefs de canton et allocations en faveur des chefs indigènes pour services rendus) — Budget local du Togo — Exercice 1945.

Le présent arrêté prendra effet pour compter du 1^{er} janvier 1945.

Par arrêté n° 153 APA. du :

20 mars 1945. — Est confirmé dans ses fonctions de chef du village de Noépé, pour compter du 1^{er} janvier 1945, le nommé Agbégnizian, ex-chef adjoint du canton de Noépé, rattaché au canton d'Aképe par arrêté n° 117 APA. du 2 mars 1945.

Est confirmé dans ses fonctions de chef du village d'Akoviépé, pour compter du 1^{er} janvier 1945, le nommé Zanvon.

Commission

Par décision n° 129 F. du :

16 mars 1945. — Une commission composée de :
M.M. Sanson Pierre, administrateur des colonies, chef du bureau des Finances, délégué du Commissaire de la République *Président*

Larrère Joseph, payeur de 3^e classe du Togo, délégué du trésorier-payeur,

Gbedey Robert, comptable de 1^{re} classe des travaux publics, chargé de la section de l'apurement,

Vieira François, commis d'administration

Anthony Jacques, commis d'administration auxiliaire

Membres

se réunira sur convocation de son président dans le caveau du Trésor, pour procéder à la réception du 2^e envoi de fonds de 500,000 francs en jetons métalliques de la Trésorerie Générale de l'A.O.F.

La commission dressera procès-verbal en quatre exemplaires de ses constatations.

Conseil d'hygiène

Par décision n° 123 APA. du :

14 mars 1945. — Sont nommés membres du conseil local d'hygiène de Lomé, pour l'année 1945 :

M.M. Dole, agent commercial,
Conus, agent commercial,
Docteur Anthony, médecin pratiquant,
Olympio César, propriétaire et planteur.

Cours normal des moniteurs de l'enseignement primaire

Par décision n° 132 E. du :

16 mars 1945. — Sont admis en 1^{re} année du cours normal de moniteurs de l'enseignement primaire d'Atakpamé, les élèves dont les noms suivent :

Bakpa Lomey Demba Salifou
Adam Moussa Anidji Mathias
Tayédé Assoumana

Au cas où un ou plusieurs des élèves désignés, soit par décision n° 102/E. du 7 mars 1945, soit par la présente décision, ne rejoindront pas l'école, leurs remplaçants seront choisis dans l'ordre de la liste supplémentaire ci-après :

Tohungodo Bruno
Kengbo Jonathan
Agbodjan Komlan.

Domaines

Par décision n° 135 DOM. du :

17 mars 1945. — M. Barbero, administrateur des colonies, est chargé du contrôle et de l'expédition des affaires courantes en l'absence du receveur de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbre, Con-

servateur de la Propriété Foncière. A cet effet, il sera procédé le lundi 19 mars 1945, après la fermeture des bureaux, à l'inventaire contradictoire de la caisse du service sous contrôle.

Enseignement

Par arrêté n° 143 E. du :

14 mars 1945. — Le nommé Djabaku Albert, titulaire du Brevet de Capacité Coloniale est mis à la disposition du directeur local de la santé publique, aux fins d'accomplir, à la Pharmacie d'approvisionnement de Lomé, le stage préparatoire à ses études de pharmacie.

Pendant la durée de son stage, il percevra une indemnité mensuelle de 1.500 francs payable sur le vu d'un certificat de justification de scolarité délivré par le directeur local de la santé publique.

La dépense est imputable au chapitre XIII. — 8-5 (Bourses et allocations d'entretien).

Indemnité

Par décision n° 120 F. du :

13 mars 1945. — Une indemnité pour perte totale d'effets de Sept Mille Deux Cents Francs (7.200 frs.) est accordée à M. Vianou, instituteur du cadre local du Togo pour pertes subies par lui au cours d'un incendie de locaux dans la période du 20 au 21 janvier 1945.

La dépense correspondante sera imputable au budget local, exercice 1945 chapitre 17, article 1 paragraphe 3 (Dépenses imprévues, indemnité pour perte d'effets).

Justice

N° 702 AJ. — Par arrêté du Gouverneur général de l'A.O.F. en date du :

5 mars 1945. — En exécution des dispositions de l'article 55 du décret du 22 août 1928, déterminant le statut de la magistrature coloniale, la liste des personnes qualifiées pour remplir les fonctions judiciaires intérimaires du siège dans le ressort de la cour d'appel de l'A.O.F. et du Togo, pendant l'année 1945, est arrêtée comme suit :

Togo

M.M. Aubanel Pierre, Emile, Gabriel, administrateur-adjoint de 3^e classe des colonies, licencié en droit.

Bérard Jean, Louis, Philippe, administrateur de 2^e classe des colonies, licencié en droit.

Métis

Par décision n° 121 F. du :

13 mars 1945. — Sont accordées pour l'année 1945 et pour compter du 1^{er} janvier 1945, les allocations aux jeunes métis indigènes ci-après désignés :

CERCLE	NOMS DES ENFANTS	AGE	TAUX JOURNALIER DE L'ALLOCATION	PERSONNES HABILITÉES A PRENDRE LE MONTANT DES ALLOCATIONS	RÉSIDENCE
Lomé	Adjoa Gertrude.....	14 ½	4,00	Akouélé Akakpo	Lomé
Atakpamé	Pierre.....	5	2,50	Alognihunsi	Atakpamé

Par application de l'article 6 de l'arrêté du 26 novembre 1934, un certificat de vie doit être joint à chaque état de paiement. Pendant la période scolaire et à partir de l'âge de 7 ans révolus, le certificat de vie sera remplacé par une attestation du directeur du centre scolaire indiquant que l'ayant-droit a fréquenté régulièrement une école de l'enseignement officiel ou privé.

Les allocations susvisées peuvent être supprimées ou réduites suivant décisions spéciales si l'enfant est admis dans une école officielle où il existe un internat.

Les allocations sont dues pendant l'année entière, sauf pendant les journées d'absence irrégulière en période scolaire.

Conformément aux dispositions de l'article 7 de l'arrêté du 26 novembre 1934 précité, les allocations

sont payées mensuellement sur états collectifs ou individuels comportant émargement des personnes qui ont la charge des métis ou des intéressés eux-mêmes s'ils peuvent signer.

En vertu des dispositions de l'article 8 de l'arrêté du 26 novembre 1934, les allocations aux métis ne sont pas cumulables avec les bourses scolaires.

Rôles

Par arrêté n° 149 CD. du :

19 mars 1945. — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles primitifs et supplémentaires, exercices 1944 et 1945 ci-après, s'élevant à la somme de : Neuf Millions Neuf Cent Soixante Quatorze Mille Trois Cent Cinquante Huit Francs Cinquante Centimes.

N ^{os} DES RÔLES	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES RÔLES	TOTAL
Exercice 1944				
232	Lomé C. M.	Impôt personnel (taxe fixe)	1.375,—	
		Rachat des prestations	300,—	
		Contribution exceptionnelle	275,—	1.950,—
233	—	Impôt personnel sur indigènes catég. ord.	261.450,—	
		Rachat des prestations (indigènes)	74.700,—	
		Contribution exceptionnelle	56.025,—	392.175,—
234	—	Patentes		165.895,—
235	—	Taxe sur armes perfectionnées		540,—
30	Lomé Trésor	Impôt cédulaire	4.060,—	
I. R.		Impôt général sur revenu	4.721,—	
		Contribution exceptionnelle	5.341,—	14.122,—
236	Lomé Subd.	Impôt personnel sur indigènes catég. ord.	180,—	
		Contribution exceptionnelle	30,—	210,—
237	Anécho	Impôt personnel (taxe fixe)	550,—	
		Rachat des prestations	120,—	
		Contribution exceptionnelle	110,—	780,—
238	—	Impôt personnel sur indigènes catég. sup.	1.635,—	
		Rachat des prestations (indigènes)	540,—	
		Contribution exceptionnelle	325,—	2.500,—
239	—	Impôt personnel sur indigènes catég. ord.	6.770,—	
		Rachat des prestations (indigènes)	660,—	
		Contribution exceptionnelle	1.275,—	8.705,—
240	—	Patentes		2.632,50
241	—	Licences		100,—
242	—	Taxe sur armes perfectionnées		40,—
243	—	Taxe sur armes non perfectionnées		4.072,—
244	—	Taxe sur les bicyclettes		300,—
245	—	Valeur des prestations en nature		4.234.765,—
246	Atakpamé	Taxe sur armes perfectionnées		20,—
247	Sokodé	Patentes		4.150,—
248	Lama-Kara	Impôt sur la population flottante	1.000,—	
		Contribution exceptionnelle	200,—	1.200,—
249	—	Patentes		630,—
250	—	Licences		100,—
251	—	Taxe sur armes non perfectionnées		16,—
252	—	Taxe sur les bicyclettes		450,—
253	Bassari	Patentes		100,—
254	—	Taxe sur armes non perfectionnées		64,—
TOTAL EXERCICE 1944				1.835.516,50
Exercice 1945				
16	Lomé C. M.	Patentes	319.508,—	
17	—	Patentes	285.657,—	
18	—	Licences	62.400,—	
19	—	Licences	9.000,—	676.565,—
20	Lomé Subd.	Patentes	6.000,—	
<i>à reporter</i>			6.000,—	676.565,—

N ^{os} DE S RÔLES	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES RÔLES	TOTAL
		<i>report</i>	6.000,—	676.565,—
21	Lomé-Subd.	Patentes	17.000,—	
22	—	Licences	300,—	23.300,—
23	Tsévié	Patentes	170.368,—	
24	—	Licences	2.700,—	173.068,—
25	Anécho	Impôt personnel (taxe fixe) 24.850,— Taxe vicinale 7.100,— Contribution exceptionnelle 4.260,—	36.210,—	
26	—	Impôt personnel sur indigènes catég. sup. 42.350,— Taxe vicinale 14.295,— Contribution exceptionnelle 6.810,—	63.455,—	99.665,—
27	Atakpamé	Impôt personnel sur indigènes catég. ord. 2.559.230,— Taxe vicinale 520.400,— Contribution exceptionnelle 390.296,—	3.469.926,—	3.469.926,—
28	Sokodé	Impôt personnel (taxe fixe) 29.050,— Taxe vicinale 8.300,— Contribution exceptionnelle 4.980,—	42.330,—	
29	—	Impôt personnel sur indigènes catég. sup. 43.450,— Taxe vicinale 15.380,— Contribution exceptionnelle 7.135,—	65.965,—	
30	—	Impôt foncier sur immeubles bâtis	5.765,—	
31	—	Impôt foncier sur immeubles non bâtis	774,—	
32	—	Patentes	85.959,—	
33	—	Licences	2.100,—	
33 ^{bis}	—	Taxe sur armes perfectionnées	540,—	203.433,—
34	Bassari	Impôt personnel (taxe fixe) 8.750,— Taxe vicinale 2.500,— Contribution exceptionnelle 1.500,—	12.750,—	
35	—	Impôt personnel sur indigènes catég. ord. 471.895,— Taxe vicinale 291.940,— Contribution exceptionnelle 67.970,—	831.805,—	
36	—	Impôt foncier sur immeubles bâtis	255,—	
37	—	Taxe sur armes perfectionnées	280,—	845.090,—
38	Mango	Impôt personnel (taxe fixe) 700 Taxe vicinale 200 Contribution exceptionnelle 120 Taxe sur armes perfectionnées 20 1.040,— Impôt pers. sur ind. catég. sup. 300 Taxe vicinale 80 Contribution exceptionnelle 50 Taxe sur armes perfectionnées 20 450,—	1.490,—	
39	—	Impôt personnel (taxe fixe) 15.400 Taxe vicinale 4.400 Contribution exceptionnelle 2.640 Taxe sur armes perfectionnées 140 22.580,—		
		<i>à reporter</i> 22.580,—	1.490,—	5.491.047,—

N ^{OS} DES RÔLES	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES RÔLES	TOTAL
		<i>report</i>	22.580,—	1.490,—
39	Mango	Impôt pers. sur ind. catég. sup.	17.700	5.491.047,—
		Taxe vicinale	5.170	
		Contribution exceptionnelle	2.860	48.310,—
40	—	Impôt personnel sur indigènes catég. ord.	457.260,—	
		Taxe vicinale	257.215,—	779.575,—
		Contribution exceptionnelle	65.100,—	
41	—	Impôt foncier sur immeubles bâtis	672,—	
42	—	Impôt foncier sur immeubles bâtis	2.218,—	
43	—	Impôt foncier sur immeubles non bâtis	4.211,—	
44	—	Patentes	32.588,—	
45	—	Licences	900,—	869.964,—
46	Dapango	Impôt personnel (taxe fixe)	3.150	
		Taxe vicinale	900	
		Contribution exceptionnelle	540	
		Taxe sur armes perfectionnées	40	4.630,—
		Impôt pers. sur ind. catég. sup.	14.150	
		Taxe vicinale	4.730	25.825,—
		Contribution exceptionnelle	2.315	
47	—	Impôt personnel sur indigènes catég. ord.	1.118.745,—	
		Taxe vicinale	497.220,—	1.740.270,—
		Contribution exceptionnelle	124.305,—	
48	—	Patentes		11.736,—
		TOTAL EXERCICE 1945		8.138.842,—
		REPORT DU TOTAL EXERCICE 1944		1.835.516,50
		TOTAL GÉNÉRAL		9.974.358,50

La date de mise en recouvrement de ces rôles est fixée au 23 mars 1945.

Secours

Par décision n° 128 F. du :

16 mars 1945. — Un secours éventuel de Cinq Mille Deux Cent Cinquante Francs (5.250 frs.) équivalant à trois mois de solde de présence du commis principal d'administration de 6^e classe du cadre du Togo, Lassey Combévi, décédé à Lomé (Togo) le 14 mars 1945 est accordé aux orphelins de ce fonctionnaire.

Le dit secours sera mandaté à M. Fritz Lassey, tuteur des enfants du défunt et père de ce dernier.

La dépense est imputable au budget local, chapitre 4 — article 3 — paragraphe 3 — exercice 1945.

Par décision n° 136 CFT. du :

17 mars 1945. — Un secours éventuel de : Cinq

cents francs est accordé à Madame Victoria Gbémihouédé, veuve du chef de station auxiliaire John Newton décédé.

La dépense est imputable au budget annexe du chemin de fer et du wharf, chapitre 1 — article 4 — paragraphe 2 — exercice 1945.

Témoignage officiel de satisfaction

Par décision n° 133 CAB. du :

16 mars 1945. — Un témoignage officiel de satisfaction est accordé à l'adjudant d'Infanterie Coloniale, Chazot André, en service aux Forces de police du Togo, remplissant les fonctions de chef du détachement de Kidjaboun (subdivision de Bassari).

Ce sous-officier, auquel a été confié le commandement du poste de Kidjaboun, le 24 avril 1944, a fait preuve, au cours de son séjour en pays konkomba, d'un dévouement absolu et d'un esprit d'initiative remarquable.

Vivant depuis bientôt un an dans un isolement total et dans des conditions de confort précaires, ayant affaire à des populations difficiles, a agi avec discernement et fermeté et a su, non seulement éviter tout incident, mais encore apporter à l'administration de la subdivision un concours précieux.

Terrain domanial

Par arrêté n° 142 DOM. du :

14 mars 1945. — Est et demeure annulée la clause d'indisponibilité, mentionnée au tableau B de la section III du titre foncier n° 596 du cercle de Lomé, appartenant au sieur Randolph Pierre Léopold, instituteur du cadre secondaire de l'A.O.F. demeurant à Anécho, concessionnaire définitif du terrain domanial, objet du dit titre.

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS ET COMMUNICATIONS

DOMAINES

Avis

d'adjudication aux enchères publiques

Il sera procédé le lundi 18 juin 1945 à 10 heures du matin en la salle des audiences du Tribunal du Cercle d'Anécho, à la vente aux enchères publiques au plus offrant et dernier enchérisseur, de l'immeuble ci-après désigné situé à Kpemé, cercle d'Anécho:

Onze lots constituant le domaine privé du territoire, connu sous le nom de Plantation de Kpemé dont d'ensemble est immatriculé au livre foncier du territoire sous le n° 44 vol. 1 F. 44.

Mise à prix :

N° DU LOT	SURFACE	MISE A PRIX
1	8 ha. 24 a. 57 ca.	75.000 frs.
2	11 ha. 39 a. 92 ca.	100.000 "
3	15 ha. 83 a. 06 ca.	140.000 "
4	14 ha. 11 a. 35 ca.	135.000 "
5	9 ha. 60 a. 72 ca.	75.000 "
6	15 ha. 34 a. 03 ca.	50.000 "
7	12 ha. 82 a. 39 ca.	50.000 "
9	20 ha. 02 a. 40 ca.	120.000 "
10	16 ha. 46 a. 44 ca.	80.000 "
11	21 ha. 45 a. 83 ca.	125.000 "

N° 8 : surface de 30ha. 13a. 05ca. comprenant en plus du terrain, deux maisons d'habitation, dépendances et séchoirs à coprali 300.000 frs.

Le prix principal et les frais accessoires seront payables à la caisse du receveur des Domaines à Lomé dans les huit jours qui suivront la notification de l'adjudication.

Les personnes désireuses de prendre part à l'adjudication devront obligatoirement en aviser par lettre M. l'Administrateur Commandant le Cercle d'Anécho dans le délai de Deux mois à compter du jour où l'avis annonçant la vente a paru au *Journal officiel* du territoire.

Le cahier des charges est déposé :

à Lomé : au bureau des Domaines,
à Anécho : au bureau du cercle.

Pour consultation du plan et tous renseignements s'adresser au bureau des Domaines à Lomé.

Lomé, le 19 mars 1945.

Le Receveur des Domaines,
M. BERLIE.

Avis de demande d'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, es mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du tribunal civil de Lomé.

Suivant réquisition, n° 1296, déposée le 14 mars 1945 la dame Thérésia Latré Dokpo Lawson profession de revendeuse, demeurant à Cotonou (Dahomey) et domiciliée à Lomé, agissant comme mandataire de son père Alfred Boëvi Lawson, marchand, demeurant à Koforidua (Gold-Coast) suivant procuration en date à Koforidua du 16 décembre 1944 a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble urbain, bâti, consistant en un terrain ayant la forme de quadrilatère irrégulier, portant deux constructions à usage d'habitation, construites en briques cuites, couvertes en tôles ondulées d'une contenance totale de 22 ares 87 centiares situé à Anécho; quartier Djossi, cercle d'Anécho, connu sous le nom de « Tolinou » et borné au nord par T. 50 d'Anécho à Justin de Médeiros et terrain à Akakpo Sitti, à l'est par une rue non dénommée, au sud par T. 15 d'Anécho à Akakpo Sitti, à l'ouest par terrains à Anna Amoko et Fessou Lawson.

Elle déclare que ledit immeuble appartient au sieur Alfred Boëvi Lawson et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Le Conservateur de la propriété foncière
BERLIE.

Etude de Maître Raymond VIALE, Avocat défenseur à LOME

VENTE

sur saisie-immobilière

Il sera procédé, le Vendredi premier Juin mil neuf cent quarante cinq, à huit heures du matin, à l'audience des saisies-immobilières du Tribunal de Première Instance de LOME, séant en ladite ville, Palais de Justice, à l'adjudication au plus offrant et dernier enchérisseur d'un

IMMEUBLE URBAIN BATI

sis à LOME, immatriculé au Livre Foncier du Cercle de LOME, sous le numéro Deux cent cinquante quatre, Volume II, Folio 53, consistant en un terrain urbain bâti, en forme de quadrilatère irrégulier, portant une construction à usage d'habitation, d'une surface de Un arc et Quatre vingt et un centiares, confrontant au Nord la Rue d'Anécho, à l'Ouest terrain à Akakpo Mensah, au Sud terrain à Kuévison, et à l'Est terrain à Sylvestre Alladé.

Cet immeuble a été saisi à la requête de Monsieur Pierre de SOUZA, employé de commerce, demeurant et domicilié à LOME (Togo), ayant pour avocat-défenseur, Maître Raymond VIALE, en l'étude duquel domicile est élu;

Sur les nommés : 1^o) Marc ABALLOVI ANDREAS, employé de commerce, demeurant et domicilié à LOME;

2^o) Philomena ABALLOVI ANDREAS, revendeuse, demeurant et domiciliée à LOME;

en vertu 1^o) d'un contract sous seing privé, en date à Anécho du 10 Décembre 1940 et à Lomé du 27 Décembre 1940, enregistré à Lomé, le 2 Janvier 1941, F^o 59, N^o 619, ledit acte intervenu entre le sieur Marc ABALLOVI ANDREAS, employé de commerce, la nommée Philomena ABALLOVI ANDREAS, revendeuse, d'une part, et le sieur Pierre de SOUZA, employé de commerce, d'autre part, portant reconnaissance de dette;

2^o) d'un certificat d'inscription d'une hypothèque de Quatorze mille cinq cents francs, grevant l'immeuble faisant l'objet du Titre Foncier numéro Deux cent cinquante quatre du Cercle de LOME, ledit certificat d'inscription en date à LOME du sept Janvier mil neuf cent quarante et un;

3^o) d'un pouvoir spécial sous seing privé en date du 21 Février 1945, enregistré à LOME (Togo), F^o 83, N^o 44, le 24 Février 1945;

4^o) d'un commandement valant saisie-immobilière du ministère de M. Cosme DECKON, huissier à LOME, en date du 23 Février 1945, visé le 24 Février 1945 par Monsieur l'Administrateur-Maire de LOME et par Monsieur le Conservateur de la Propriété Foncière, pour transcription, enregistré le même jour, F^o 30, N^o 16.

L'adjudication aura lieu sur la mise à prix de QUATORZE MILLE FRANCS (Frs. 14,000,00) fixée par le créancier poursuivant.

Conformément aux dispositions du Décret du 8 Octobre 1941, seules pourront se rendre adjudicataires, les personnes qui auront obtenu préalablement l'autorisation de M. le Commissaire de la République au Togo.

Fait et rédigé par l'Avocat-défenseur soussigné,
R. VIALE

Pour tous renseignements, s'adresser à M^e Raymond VIALE, avocat-défenseur à LOMÉ, et au Greffe du Tribunal de Première instance de LOME, où le cahier des Charges a été déposé.

COMPAGNIE GÉNÉRALE DU TOGO

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 3,000,000 FRANCS

Siège Social à AGOU (Togo)

R. C. TOGO : 73

Avis de Convocation

M.M. les actionnaires sont convoqués en assemblée générale au siège administratif, 20, Boulevard Malesherbes, à Paris, pour le mercredi 2 Mai 1945 à 15 heures.

Ordre du jour :

- 1^o — Rapport du Conseil d'administration sur les comptes de l'exercice 1939 ;
- 2^o — Rapport du Commissaire aux comptes ;
- 3^o — Approbation des comptes ;
- 4^o — Quitus au Conseil d'administration ;
- 5^o — Renouvellement du Conseil d'administration ;
- 6^o — Nomination d'un commissaire aux comptes et d'un suppléant, pour trois ans (exercices 1940, 1941, 1942) ;
- 7^o — Autorisation de soumettre les comptes de ces trois exercices à une seule assemblée.

Le Conseil d'administration.